

# Veille juridique et fiscale – 16 février 2024

## Sommaire

### Actualité nationale

Contrôle dépositaire des contraintes extra-financières (engagements et ratios extra-financiers des fonds)

Rapport de l'IGF sur les FIP et FCPI

### Calendrier législatif 2024

- Projet de loi sur l'attractivité financière de la France
- Projet de loi Simplification (Pacte II)
- « Loi Macron 2 » pour la croissance, l'activité et les opportunités économiques
- Projet de loi Industrie verte II

### Missions d'information

- Mission sur l'avenir de notre politique industrielle
- Mission d'information sur le financement de l'entreprise de demain
- Mission d'information sur la fiscalité de l'épargne retraite par capitalisation

### Flash info compliance / finance durable

#### **Contrôle dépositaire des contraintes extra-financières (engagements et ratios extra-financiers des fonds)**

Début 2022, un GT de Place entre les associations de la gestion d'actifs et les dépositaires a été constitué dans le but d'échanger avec l'AMF sur les attentes concrètes du régulateur en la matière.

Concernant les fonds fermés de capital-investissement, France Invest a soutenu que, compte tenu des spécificités inhérentes au non coté, la fréquence de contrôle des engagements extra-financiers contractuels devait être annuelle (reporting ESG annuel permettant notamment la mise à jour du % effectif d'alignements taxonomie, investissement durable)..

Il ressort des derniers échanges et notamment d'une lettre adressée par l'AMF à France Invest comme aux autres associations  [Consultez la lettre](#) ; que l'AMF attend le même niveau de diligence de contrôle de la part des dépositaires sur les ratios extra-financiers des fonds que ce qui existe sur les ratios financiers. Ainsi, il ressort des échanges que les services de l'AMF souhaitent que la fréquence de contrôle par les dépositaires des ratios extra-financiers soit alignée

sur la fréquence d'établissement des valeurs liquidatives (VL) des fonds, charge aux sociétés de gestion de transmettre régulièrement aux dépositaires les données nécessaires au contrôle du respect des engagements pris par certains fonds en matière extra-financière.

Lors de la publication de la synthèse des contrôles SPOT AMF de juin 2023 relative au respect des engagements extra-financiers contractuels des sociétés de gestion de portefeuille, s'agissant des actions des dépositaires en lien avec les engagements extra-financiers contractuels, les services de l'AMF avaient rappelé :

- aux dépositaires leurs responsabilités dans le contrôle du respect de engagements extra-financiers des fonds et
- aux SGP la nécessité de mettre à disposition des dépositaires les données nécessaires à leurs contrôles.

L'AMF se fondait notamment sur le Supervisory Briefing de l'ESMA (cf. section 4 « réglementation applicable »).

A priori, l'AMF ne devrait pas publier de doctrine sur ce sujet. Il est probable que vos dépositaires intensifient leurs démarches de contrôle sur ce sujet. N'hésitez pas à nous remonter vos éventuelles interrogations sur le sujet. Nous allons notamment nous rapprocher des acteurs ayant des fonds ouverts de capital investissement pour analyser les spécificités de ces fonds au regard des demandes de l'AMF.

 [Plus d'information](#)

## **Actualité nationale**

### **Rapport de l'IGF sur les FIP et FCPI**

L'IGF a publié en début de semaine un rapport concernant les FIP et FCPI. Le rapport conclut notamment qu' « Hors Outre-mer et Corse, le maintien de l'IR PME indirect, via les fonds FIP et FCPI, au-delà de 2025 n'apparaît pas justifié ».

France Invest continuera toutefois de défendre ses propositions en vue d'intégrer dans le dispositif Midy né de la loi de finances pour 2024, la possibilité d'un investissement intermédié via des fonds de capital-investissement.

 [Plus d'information](#)

## Calendrier législatif 2024

Plusieurs textes à suivre pour notre profession pourraient être discutés au cours de 2024 :

### Projet de loi sur l'attractivité financière de la France

Bruno Lemaire avait annoncé ce texte pour le début d'année. Le calendrier politique s'éloigne avec une inscription moins rapide que prévu dans le courant du premier semestre.

A ce stade, aucune mesure ne concernerait le capital investissement. France Invest qui a été consulté travaille à proposer des mesures. Il comporterait trois titres

- Titre 1 – Faciliter le financement par la bourse des entreprises
- Titre 2- Permettre la numérisation des activités de financement du commerce international
- Titre 3 – Moderniser les modes de réunions et de délibération des assemblées générales et autres organes sociaux des sociétés commerciales.

### Projet de loi Simplification (Pacte II)

La consultation lancée dans le cadre des Rencontres de la simplification à laquelle France Invest a répondu s'est achevée le 29 décembre. Une première mouture du projet de loi en mars pourrait voir le jour, avec une présentation au Parlement en avril ou en mai. Cinq élus de la majorité ont remis à Bercy, aujourd'hui, 15 février, leurs propositions en vue de la préparation du projet de loi simplification.

 [Consultez le rapport retraçant les propositions](#)

Un séminaire de travail des parlementaires, prévu le 28 février, doit faire remonter des propositions de mesures légales ou réglementaires à supprimer ou à abroger. Le groupe Renaissance souhaite organiser en complément une « semaine de simplification » à l'Assemblée nationale – Envisagée en mai, cette semaine doit permettre de « regarder tout ce qu'on peut rapidement simplifier dans nos codes, dans nos lois, dans nos décrets ». Sont principalement visées les « surtranspositions de textes européens, l'écologie, les entreprises et la vie quotidienne ». Cette initiative « fait suite au mouvement des agriculteurs », glisse une source au sein du groupe.

## **« Loi Macron 2 » pour la croissance, l'activité et les opportunités économiques**

Dans sa prise de parole en ouverture de la conférence de presse du 16 janvier, le chef de l'État a dévoilé ses intentions quant à un deuxième volet de la "loi Macron". Ce nouvel aspect viendrait compléter le projet de loi sur la simplification déjà prévu pour le printemps.

### **Projet de loi Industrie verte II**

Lors de son discours de politique générale le 30 janvier, Gabriel Attal a déclaré qu'un "deuxième projet de loi sur l'industrie verte" serait déposé. Ce projet prévoira notamment de solliciter la Commission nationale du débat public afin qu'elle se concentre exclusivement sur les projets d'envergure nationale.

### **Missions d'information**

France Invest a été ou sera auditionnée dans les prochaines semaines sur ces différentes missions d'information gouvernementales ou parlementaires.

**Mission sur l'avenir de notre politique industrielle confiée Bruno Le Maire et Roland Lescure à Olivier Lluansi, associé chez PwC Strategy. Les ministres évoquent plusieurs enjeux ayant présidé à la constitution de cette mission :**

- La transition écologique conduit à imposer un niveau d'exigence inédit à nos industries ;
- L'autonomie technologique européenne doit être renforcée, en particulier dans ses éléments de rupture ;
- L'accélération des tensions géopolitiques et commerciales comporte des risques potentiellement importants.

**Mission d'information sur le financement de l'entreprise de demain par la délégation aux entreprises du Sénat**

 [En savoir plus](#)

**Mission d'information sur la fiscalité de l'épargne retraite par capitalisation par la Commission des finances de l'Assemblée nationale**

 [En savoir plus](#)